

Mutations

QUOTIDIEN

Édité par la South Media Corporation Siège : rue de l'aéroport - BP 12348, Yaoundé Tél.: (237) 222 30 66 80 / 222 30 71 45/ Fax: 222 30 66 75 - Desk Douala : Rue Bebey Elamé, Tél : 699 50 46 59 - Bur.Bafoussam: Face pharmacie Madelon, Tel: 694 94 27 33 <http://www.quotidienmutations.cm>

CRISE DANS LE NORD-OUEST ET LE SUD-OUEST

Le geste qui sauve attendu de Paul Biya

- L'opinion nationale et internationale espère des mesures fortes du chef de l'Etat réélu ;
- Les options qui s'offrent au vainqueur de la présidentielle ;
- L'analyse de Me Claude Assira.

Page 7



Page | Contestation post-électorale

9 | Des pro-Kamto manifestent à Douala

Page | Fonction publique

4 | 425 profs de lycée à recruter

30 millions de F_{cfa}
à gagner au BANKO mardi 30 octobre



Gala
Caritatif

Votre 100 peut sauver des vies !

Vendredi
16
Novembre

Saphirs (salle des fêtes) - Douala



E Money : **650 74 67 51 / 694 57 27 93** pour vos dons



RadioBalafon
ASSOCIATION DE MUSIQUE ET DANSE

Mutations

MEDIAFRIQUE 24

MAHIMA



Carrefour market

Casino



ÉCHOS SANTÉ



SUPER U

L'heure de l'action



Par Georges Alain Boyomo

Le chemin qui mène à la prestation de serment du chef de l'Etat réélu, Paul Biya, pour le compte de son septième mandat, sera semé de peaux de banane que jettent les partisans du candidat Maurice Kamto, classé deuxième par le Conseil constitutionnel. L'élection présidentielle joue en effet les prolongations dans la rue depuis samedi dernier. A l'observation, la mobilisation monstre attendue pour des opérations visant la légitimation d'une « victoire volée » tient encore à des actions d'éclat de manifestants clairsemés, qui se retrouvent nez à nez avec des forces de sécurité, peu enclins et visiblement peu outillés à gérer avec sérénité une situation qui commande plus l'usage du tact que des biceps.

Ces bruits de rue semblent en résonance avec le tambourinage et le matraquage sur les réseaux sociaux, où de vrai-fausses images sont mises à contribution pour construire ou déconstruire une réalité qu'on veut projeter à la face du monde pour des raisons inavouées, toutes choses qui rendent illisibles la stratégie élaborée et l'impact recherché par les acteurs en présence. Seule constante, par ces transes et convulsions, la démocratie camerounaise se construit et avance. Il est également constant, à la lecture des réactions de la « communauté internationale » que la page de l'élection présidentielle tend à être déjà tournée. Le curseur est davantage placé sur la recommandation qui est faite au vainqueur d'apporter des solutions aux problèmes pressants du peuple camerounais, notamment la crise dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest.

De toute évidence, la mission du président reconduit va plus loin. Dans son discours d'investiture le 03 novembre 2011, Paul Biya résumait ainsi le chantier de l'émergence du Cameroun : « un pays qui crée des richesses et les redistribue

de manière équitable, un pays qui offre à tous des opportunités égales d'épanouissement, un pays à la croissance économique forte et durable, un pays à la sécurité alimentaire renforcée [et] un pays du bonheur de tous et de chacun ». Alors réélu pour son sixième mandat, le chef de l'Etat, concluait ainsi son allocution : « Tous ensemble, nous pouvons, nous devons relever ce défi. Je m'y suis engagé. Vous vous y êtes engagés. Le peuple camerounais s'y est engagé. L'heure est à l'action ».

Sept ans plus tard, l'on pourrait se demander ce qu'il est advenu de ce joli discours. La guerre contre la secte Boko Haram et celle contre les sécessionnistes dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest suffisent-elles à justifier le bilan peu élogieux du septennat 2011-2018 ? L'excuse de la baisse des recettes pétrolières est-elle recevable devant l'ampleur des promesses non tenues par le gouvernement ?

Nous pensons que rien ne sert plus au pouvoir de se cacher derrière son petit doigt. Si on peut se féliciter des réalisations dérisoires par leur nombre, par rapport à l'énoncé de départ du « septennat des grandes réalisations », l'audace, l'esprit de rupture et le souci de l'intérêt général continuent de manquer cruellement au gouvernement. Le « service public » dont parlait le candidat Biya, au sortir de son vote à Bastos, le 07 octobre dernier, est méthodiquement vidé de son sens par beaucoup de ses « lieutenants », pour faire place au service pour soi et à l'asservissement d'un peuple aujourd'hui zombifié.

Il n'est jamais trop tard pour bien faire. Patient, laborieux et patriote, le peuple camerounais a le regard tourné vers l'élu du 07 octobre. Plus qu'aux discours, où les constats d'échec voisinent généralement avec d'inépuisables promesses, l'heure doit être effectivement à l'action.

Mutations

Édité par la South Media Corporation. Récépissé N° 00020/RDDJ/J/BASC

Président du conseil d'administration

Protais Ayangma

Directeur de publication a.i

Georges Alain Boyomo

Administration, finances et ressources humaines

Marie Sidonie Boulounou

Audit et contentieux

Adrien Bassang'na Bomba

Rédacteur en chef

Georges Alain Boyomo

Rédacteurs en chef adjoints a.i

Lucien Bodo (Actualité)

Michel Ferdinand (Magazines)

Responsable Digital

Pascal Dibamou

Chroniqueurs

Jacques Eric Andjick

Dubois Onana

Richard Makon

Jean-Claude Awono

Caricaturiste

Robert Pougoué

RUBRIQUES

Politique

Jean De Dieu Bidias

Société

Paulette Ndong

Economie

Lucien Bodo

Education

Nadine Guepi

Tech & Web

Marguerite Papana

Culture

Marthe Ndiang

Sports

Dimitri Mebenga

Santé/Environnement

Adrienne Engono Moussang

Rédaction

Wamba Sop, Ludovic Amara, Ibin

Hassan, Josiane Afom, Désiré Domo, Vanessa Bassale, Jean-Christophe Ongagna, Mélanie Ambombo, Rosine Ntolo, Arnaud Kuipo, Renaud Inang, Claude Olivier Banaken, Guy Martial Tchinda, Florentin Ndatewouo

DESK LITTORAL ET SUD-OUEST

Chef : Michel Ferdinand

Adjoint : Blaise Djouokep

CORRESPONDANTS

Grand Nord : Jacques Kaldaoussa

Ouest/Nord-Ouest : Robert Nkake

Est : Sebastian Chi Elvido

Sud : Guy-Roger Mvondo

Edition/Infographie

Samuel Tcheudjo

Valentin Essimi Tsanga

Service Commercial et Marketing

Chef : Michael Brobst

Responsable Yaoundé : Augustine Nokam

Chargés de clientèle

Pulcherie Nsia, Philiace Tamko

Lionel Akono, Grâce Olinga

Suzanne Esono Nanga

Service de la comptabilité

Jacques Barnabé Nthep

Albert Mbende

Service Production

Joël Anong

Dieudonné Bitang

Service Distribution

Etienne Temfack

Hervé Ngomenda

Impression

Les nouvelles idées

Téléphone : (237) 222 306 680 / 222 306 675/ 698 24 99 29

Site web : <http://www.quotidienmutations.cm>

Siège Yaoundé : Face CAMI TOYOTA - Mvog-Mbi

Douala : Rue Bebey Elame - Akwa

Caric

PAUL BIYA, CANDIDAT EN 2025?



Enseignement secondaire général

Recrutement de 425 professeurs des lycées lancé

L'arrêté du ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative y afférent est signé du 23 octobre dernier.



Par Nadine Guepi

Le ministre de la Fonction publique Joseph Lé a procédé à la signature de plusieurs arrêtés portant recrutement des personnels fonctionnaires (dans les domaines des industries animales, documentation...) le 23 octobre dernier. C'est dans le secteur de l'enseignement que seront enrôlées le plus grand nombre de personnes. A la faveur du «concours professionnel pour le recrutement de 425 professeurs des lycées d'enseignement secondaire général (Pleg), catégorie «A» deuxième grade de la fonction publique», session 2018.

Le nombre de places est reparti entre 21 spécialités: Allemand (15), Chimie (25), Economie (20), Espagnol (15), Géographie (30), Histoire (30), Informatique (20), Lettres bilingues (25), Lettres modernes anglaises (20), Lettres modernes françaises (25), Mathématiques (35), Physique (25), Sciences de l'éducation (20), Sciences de la vie et de la terre (25), Italien (10), Langues anglaises et littérature d'expression anglaise (15), Langues françaises et littérature d'expression française (15), Langues et cultures camerounaises (05), Biologie (25), Arabe (10), Géologie (15). Les professeurs des lycées désireux de prendre part à ce concours prévu pour le 16 décembre prochain au centre unique de Yaoundé devraient être âgés de «50 ans au plus au 1er janvier 2018, [avoir] une ancienneté de cinq années de service effectif dans le grade à la date du concours». Ils ont jusqu'au 30 novembre prochain pour candidater auprès du Minfopra notamment à la direction du développement des ressources humaines de l'Etat ou des délégations régionales de la fonction publique. Candidature actée d'une réception par le postulant d'un récépissé.



Une vue du Minfopra.

Pour prétendre à cette compétition, les dossiers des candidats devraient comporter neuf pièces dont une fiche d'inscription timbrée à 500 Fcfa sur laquelle est mentionnée l'adresse du candidat. Seuls les candidats qui auront bravé la phase de vérification de la conformité des dossiers pourront passer les tests de culture générale et épreuve technique le 16 décembre. Après quoi se tiendront les épreuves orales (date à déterminer) pour les postulants ayant réussi la phase écrite. En annexe de l'arrêté du Minfopra sont agrafés les programmes par spécialités sur lesquels seront interrogés les candidats.

Organisation des examens

L'Obc et le GCE Board placés sous l'autorité d'un conseil d'administration

Deux décrets signés du président de la République réorganisent ces instances.



Par Josiane Afom

Le General Certificate of Education (GCE) Board est désormais un établissement public administratif doté de la personnalité juridique et d'une autonomie financière. C'est la substance d'un décret du président de la République du 22 octobre dernier. L'instance qui a pour objectif général d'organiser les examens suivants: GCE Ordinary Level, GCE Advanced Level, Technical and Vocational Education and Professional Certificate Examinations a désormais en haut de l'organigramme, un conseil d'administration dont les membres sont issus de diverses institutions administratives. Ces derniers sont nommés par le chef de l'Etat.

Cette réforme du GCE Board arrive après celle opérée au sein de l'Office du baccalauréat du Cameroun (Obc). A la faveur d'un décret présidentiel du 18 octobre dernier, la structure connaît également un changement dans son management. L'organe chargé d'organiser les examens officiels du 2nd cycle du sous-système éducatif francophone est désormais placé sous l'autorité d'un conseil d'administration. Lequel comprend sept membres dont un représentant de la présidence de la République, un représentant des services du Premier ministre, un représentant du ministère des Enseignements secondaires et un représentant du personnel de l'office élu par ses pairs. Ils sont nommés par un décret du président de la République pour un mandat de trois



Yaoundé. Le siège de l'Obc.

ans, renouvelable une fois.

Le même décret indique que l'Obc, dirigée par un directeur général en lieu et place d'un directeur, assisté d'un directeur général adjoint est dotée d'une personnalité juridique et d'une autonomie financière. Des dispositions qui lui confèrent le statut d'établissement public à caractère administratif. Au plan technique, la réorganisation de l'Obc la place sous la tutelle du mi-

nistère des Enseignements secondaires qui s'assure entre autres que les activités menées par l'Obc sont conformes aux orientations des politiques publiques du gouvernement dans le secteur concerné, sous réserve des compétences reconnues au conseil d'administration.

Parlant du plan financier, il est à noter que l'Obc est sous la tutelle financière du ministère des Finances qui s'assure de la conformité des opérations de gestion à incidence financière de l'Office à la réglementation sur les finances publiques d'une part, et de la régularité a posteriori des comptes d'autres parts. Le ministère des Finances veille aussi à la régularité des résolutions du conseil d'administration à incidence financière, de la soutenabilité des engagements financiers et de la cohérence générale des plans de performance de l'Office aux programmes sectoriels. Néanmoins, ses recettes et ses dépenses inscrites dans le budget sont adoptées par le conseil d'administration.

Une autre grande innovation que connaît l'Office du baccalauréat du Cameroun créée le 18 septembre 1993 est l'instauration des marchés publics. En ce qui concerne ce domaine, le décret du 18 octobre dernier précise que seul le directeur général est l'autorité contractante de tous les marchés tout comme la gestion du patrimoine de l'Obc relève de son autorité sous le contrôle du conseil d'administration.

Aide à la presse privée

240 millions Fcfa pour 135 dossiers examinés

Selon le Mincom, l'une des raisons de ce faible montant alloué aux médias est la crise sociopolitique que connaît le Cameroun.



Par Florentin Ndatewouo

Les travaux de la commission nationale d'examen des demandes d'accès au bénéfice de l'aide publique à la communication privée se sont tenus vendredi 26 octobre dernier. 135 dossiers pour une enveloppe de 240 millions Fcfa toutes taxes comprises ont été examinés dans la salle de réunion du ministère de la Communication (Mincom), sous l'égide de Issa Tchiroma Bakary, responsable de ce département ministériel. Ce dernier admet la modicité du montant alloué aux organes de presse privée : «une fois de plus, ce montant est insignifiant par rapport à la robustesse de notre presse. La responsabilité du gouvernement consistant à faire l'échelle courte à la presse pour qu'elle parte des organes de presse à des entreprises de presse». Mais, le Mincom note que cela est lié au contexte sécurité auquel l'Etat du Cameroun est confronté. «N'oubliez quand-même pas que nous sommes encore en guerre contre Boko Haram dans la par-



Issa Tchiroma Bakary.

tie septentrionale de notre pays. Nos forces de défense et de sécurité, conformément à leur mission sont également

déployées dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, leur présence a un coût phénoménal qui impact donc notre budget et empêche le gouvernement d'augmenter le volume de cette enveloppe. N'eut été ces invités indésirables qui sont venus parasiter notre budget, le gouvernement aurait pu faire davantage». Explique-t-il.

Tout en exhortant les bénéficiaires à utiliser ces fonds à bon escient, le Mincom a tenu à féliciter la presse pour la couverture médiatique des élections présidentielles du 07 octobre dernier. A cet effet, le Mincom n'a pas manqué de décrier quelques écarts de comportement. «J'ai déploré le fait qu'une certaine presse a fait renaître dans les poubelles de notre histoire la question du tribalisme. Qu'on le veuille ou non, nous sommes condamnés à vivre ensemble, à nous accepter tel que nous sommes».

Stéphane Claude M'bafou

La route au Cameroun tue 6000 personnes par an

Le Directeur associé de Agora Consulting revient sur les résultats obtenus lors de l'élaboration de la stratégie nationale de prévention et de sécurité routières.



Par Mélanie Ambombo

Vous avez organisé le 23 octobre dernier à Yaoundé l'atelier de validation de la stratégie nationale de prévention et de sécurité routières. Qu'est-ce qui vous a inspiré un tel travail?

Ce travail nous a été confié par le gouvernement à travers le ministère des Transports, sur financement du Fonds routier. Il s'agissait d'une part d'évaluer les actions en matière de prévention et de sécurité routières sur la période 2009-2014, et d'autres parts, d'élaborer la nouvelle stratégie nationale à mettre en œuvre sur la période 2019-2023.

Faut-il s'inquiéter du résultat obtenu?

La situation est alarmante, il faut pouvoir le dire clairement. Certains éléments peuvent en attester. La route Yaoundé-Douala a été identifiée par les Nations-Unies comme l'axe routier le plus accidentogène au monde en 2014, et l'Organisation mondiale de la santé (Oms) estime à 6000 le nombre de personnes qui meurent chaque année au Cameroun des suites d'un accident de la circulation. Il y a là un coût humain et financier important. Nous estimons que les accidents de la route ont coûté 908 milliards Fcfa à l'économie nationale ces cinq dernières années, compte tenu de la perte du capital humain.

Quels constats dégagiez-vous des travaux menés sur le terrain ?

Des pesanteurs existent, qui sont en réalité des corollaires de la mentalité camerounaise. Il s'agit de la corruption, de l'incivisme et de bien d'autres facteurs qui orientent dans le mauvais sens les comportements des usagers de la route et de certains acteurs de la sécurité routière. Il faut également relever que la coordination de la prévention et de la sécurité routières reste faible tant au niveau central qu'au niveau local. L'autorité administrative



pourrait par exemple accorder une attention plus importante à la sécurité routière dans la coordination locale.

Et que recommandez-vous?

Nous recommandons que la sécurité routière soit prise en compte de manière conséquente dans l'agenda des politiques publiques. Il est nécessaire de l'ériger en cause nationale afin qu'elle puisse recevoir le juste niveau d'allocation budgétaire. Il devient urgent de construire un consensus national en ce sens, ainsi qu'une coalition d'acteurs allant du chef de l'exécutif au citoyen ordinaire, en passant par les pouvoirs législatif et judiciaire, le secteur privé, la société civile et bien d'autres.

Bafoussam Ier

Elle tue sa rivale enceinte



Par Robert Nkaké

Les populations du quartier Ndiandam, dans l'arrondissement de Bafoussam Ier, région de l'Ouest sont encore plongées dans la consternation et la désolation. Le 24 octobre dernier, en fin de journée, Ludivine Kamga, une jeune dame d'environ 25 ans débarque au domicile de Diana Kévine Kengné, native de la Menoua, sa rivale de la même tranche d'âge. Couteau en main, elle tente d'en découdre avec cette dernière, qui témoigne-t-on, aurait «confisqué» son amant. Cet ainsi qu'après des éclats de voix, une bagarre déclenche, donnant lieu à des violences au bout desquelles, l'une d'elle reçoit un coup de couteau au niveau du cou, avant de s'effondrer. D'après des informations recueillies sur le lieu du drame, les voisins sont arrivés trop tard pour séparer la bagarre et éviter le pire. Ils ne trouveront qu'une femme enceinte de près de six mois, étendue au sol et gisant dans une marre de sang. Joint au téléphone, le «chef de famille» recommande d'appeler la police. C'est ainsi qu'informés, des gendarmes en faction dans une société de la place vont accourir pour se saisir d'affaire.

Sur place, les voisins invoquent la thèse de l'infidélité. Surtout que des messages véhiculés bien avant sur les réseaux sociaux par la victime, brandissaient des photos d'un mariage célébré à l'insu de cette dernière. D'où le courroux de la première qui, préalablement logée dans un hôtel par son «concubin» pour un mois arrivé à expiration, n'a pu supporter le poids de l'expulsion. Elle séjourne actuellement dans les cellules de la Division régionale de la police judiciaire (Drpj), de l'Ouest où une enquête a été ouverte. Quant à la victime, après avoir été internée dans un hôpital du coin, elle rendra l'âme plus tard.

Gouvernance

Critique de la démocratie africaine

Dans son ouvrage intitulé «*L'Afrique dans l'enjeu démocratique mondial. Quelle place pour le Cameroun ?*», Mboussi Ya Mboussi examine l'échec de ce régime politique dans le continent.



Par Guy Martial Tchinda

Huit visages parmi lesquels Ruben Um Nyobe, Thomas Sankara, Patrick Lumumba, Kwame Nkrumah. Tous ces «*nationalistes*» dans une Afrique obscure qui laisse paraître le Cameroun de couleur verte. Le décor est visible au centre d'une image qui présente en arrière-plan des milliers de personnes comme dans une protestation, en quête de libertés. Ainsi se présente la première couverture de l'ouvrage intitulé «*l'Afrique dans l'enjeu démocratique mondial. Quelle place pour le Cameroun ?*». Dans ce livre de 176 pages, l'auteur replonge le lecteur aux origines de la démocratie et des fondements socioculturels africains des libertés publiques, avant d'analyser les fermentes d'une «démocrature» (régime qui, sous l'apparence d'une démocratie fonctionne en réalité comme une dictature) mal gouvernée. Ainsi, «*lorsque le coup d'Etat permanent n'est pas la triste réalité, c'est le maintien au pouvoir par la force ou le trucage des élections qui est la règle*», déclare Mboussi Ya Mboussi, l'auteur.

En effet, la démocratie s'étant heurté aux esprits non préparés à l'accueillir, explique-t-il, les Africains se refusent d'accepter tout modèle démocratique qui repose sur les réalités étrangères. L'auteur met également à nu les problèmes des partis d'opposition qui, par manque de moyens,



se contentent d'organiser des «*pseudo-campagnes [élec-*

torales] dont le folklore jouxte malheureusement le ridicule

», non sans s'interroger sur la crédibilité même des élections. «*À quoi cela sert-il de jouer un match dont on connaît par avance le résultat ?*», se demande-t-il. De plus, même si le parti unique a disparu de la plupart des pays d'Afrique, on constate que des hommes, qui peinent à comprendre que le pouvoir ne leur appartient pas, restent aux affaires à travers «*des modifications constitutionnelles, et les tripotouillages de toutes sortes*», martèle l'auteur qui pense que le futur est à inventer. Mboussi Ya Mboussi propose par ailleurs des pistes pour conserver l'unité nationale du Cameroun, malgré la diversité.

De fait, plus de 200 peuples aux origines diverses et aux langues variées... cohabitent dans le triangle qui va du Lac Tchad au Golfe de Guinée. L'ouvrage de six chapitres publié aux éditions de Guembada en 2018, selon lequel «*toute l'Afrique se retrouve au Cameroun*», ne se «*referme*» pas sans présenter les cultures de quelques grands groupes ethniques : Les Bétis du Centre, les peuples côtiers, ceux de l'Est et du Nord, les Bamiléké-Bamoun, les Mbamois et la zone anglophone. Des tournures humoristiques dont use l'auteur et la profondeur du message qui a le mérite d'être historique sont de nature à encourager la lecture.

Jean Ernest Ngallè Bibéhè

Une belle leçon de maturité démocratique

Réaction du ministre des Transports suite à la réélection de Paul Biya.

Le Cameroun et le monde entier ont suivi, du 22 septembre au 06 Octobre dernier, la campagne électorale menée par les huit challengers du président national du Rdpc, le candidat Paul Biya. Dans un élan de liberté et avec toute la détermination qui les caractérisent, les Camerounais ont jaugé chaque candidat à sa juste valeur. Au fil du déroulé de la campagne, chacun des candidats y est allé de sa verve et de ses arguments pour convaincre et rallier les électeurs. Lesquels ont justement pu se forger une idée sur les programmes politiques des uns et des autres. Il s'est ainsi agi d'une pleine expression des libertés, qui sont une pleine manifestation de la démocratie. Quant aux élections proprement dites, elles se sont déroulées sur toute l'étendue du territoire sans heurts. Ce qui traduit de l'efficacité de l'organe faitaire de l'organisation des élections qui est Elecam.

L'après élection a laissé place à un contentieux qui devait être réglé par le Conseil constitutionnel qui avait un rôle majeur de dire le droit. Et ce droit, nous le croyons, a été dit dans sa plénitude. En somme, nous avons assisté à un véritable déploiement du jeu démocratique, et toutes les parties sont appelées au respect des règles qui régissent ce jeu. C'est vrai qu'on a connu les soubresauts d'un leader qui, au sortir de l'élection s'est autoproclamer vainqueur du scrutin, appelant ainsi les camerounais à descendre dans la rue pour, disait-il, revendiquer cette prétendue victoire.

Je voudrais saluer ici le sens des responsabilités des camerounais qui ne se sont pas laissés aller à cette dérive, en cherchant à défier l'autorité de l'Etat. Je salue cette grandeur d'esprit qui voudrait que l'on respecte les institu-



tions établies et les missions qui leurs sont assignées. Nos concitoyens ont choisi la paix, l'unité, le respect des institutions et le vivre-ensemble en déboutant de leurs prétentions, les adeptes de la haine et du tribalisme.

Aujourd'hui, le Conseil Constitutionnel de notre pays a rendu publics et définitifs les résultats de la consultation électorale du 07 Octobre dernier. Notre parti, le Rdpc, s'est tiré de la partie avec 71,28%, devant le Mrc, le parti Univers et le SDF. C'est ici le lieu pour moi de féliciter notre champion, S.E le Président Paul Biya pour son nouveau plébiscite à la tête de la Nation. Après le Septennat des Grandes ambitions et celui des Grandes réalisations, celui des Grandes opportunités se présente et nous avons l'obligation d'accompagner

Nécrologie

Barnabé Eloundou, député Rdpc (Rassemblement démocratique du peuple camerounais, Ndrl) de la Lekié Ouest dans la région du Centre, est décédé dans la nuit de samedi à dimanche dernier, à l'hôpital de la Caisse nationale de prévoyance sociale (Cnps) à Yaoundé, des suites d'un malaise cardiaque. Après sa sortie de l'Ecole nationale d'administration et de magistrature (Enam), il a notamment servi comme cadre dans plusieurs ministères dont ceux des Finances, de l'Agriculture, de la Santé, à l'ancien ministère de l'Administration territoriale et de la décentralisation, et à la Délégation générale à la sûreté nationale. Inspecteur des régies financières, il siégeait au sein de la Commission parlementaire chargée de la production à l'Assemblée nationale. Et représentait la Chambre basse du Parlement au Conseil supérieur de la magistrature.



le Président de la République à l'émergence du Cameroun. C'est aussi une occasion pour moi de dire merci à tous nos compatriotes qui ont cru en la vision de notre candidat, qui ont cru en son programme politique et à sa profession de foi. Le président de la République, S.E Paul Biya va relever les chantiers majeurs de ce nouveau septennat. C'est ensemble que nous devons gagner ces défis et c'est ensemble que nous devons tous porter le Cameroun vers son épanouissement.

Le moment des grandes tractations est passé, mettons-nous résolument au travail.

Série : Les chantiers du septennat 2018-2025

Crise anglophone

Paul Biya face au puzzle

Fraîchement réélu, le chef de l'Etat est acculé à y trouver une solution, notamment par un dialogue inclusif.



Par Lucien Bodo

Depuis le 22 octobre dernier, le Rassemblement démocratique du peuple camerounais célèbre la victoire de Paul Biya au dernier scrutin présidentiel. Le parti au pouvoir semble ignorer les morts qui se comptent et le fait que seulement 5% et 15% des électeurs ont pu exprimer leur droit souverain, respectivement dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest. La faute à une crise sociopolitique qui dure depuis deux ans dans ces deux régions. L'assassinat, par une milice sécessionniste, de Paul Mbufong, le directeur des affaires administratives de l'Université de Bamenda, est venu rappeler, de façon brutale et tragique aux vainqueurs, que l'heure n'est pas à la fête. La crise anglophone est loin d'être finie et les séparatistes sont décidés à multiplier des attaques lâches comme celle du 25 octobre.

Jusqu'ici, l'option militaire et des missions d'apaisement ont été privilégiées par le président de la République pour résoudre cette crise, qui n'est plus corporatiste, avec un résultat pas élogieux. Du coup, plusieurs observateurs préconisent plutôt un dialogue sincère qui intègre tous les acteurs en conflit. C'est le cas des Etats-Unis. Au lendemain de la victoire de Paul Biya, le « pays de l'Oncle Sam », tout en félicitant l'heureux élu, « encourage vivement les deux parties impliquées dans le conflit affectant les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du Cameroun à se concentrer sur le règlement des différends par un dialogue pacifique et à permettre un accès sans entrave aux travailleurs humanitaires ».

Sur le même sujet, la France, par la voix de son ministère des affaires étrangères, appelle au « lancement d'un dialogue politique inclusif, seul à même de permettre la résolution d'une crise qui s'est aggravée durant l'année écoulée et a des conséquences pour les populations concernées ». Le ministre britannique en charge de l'Afrique, Harriet Bald-



Des soldats au front.

win relève également qu'« il est essentiel que toutes les parties s'engagent dans un processus pacifique et structuré qui débouchera sur des réformes constitutionnelles ». Londres évoque en creux le retour au fédéralisme, forme de l'Etat à laquelle le pouvoir préfère la décentralisation. Au niveau local, la Commission nationale des Droits de l'Homme et des libertés en appelle, dans sa déclaration post-électorale, à « la recherche d'une solution définitive à la crise sociopolitique » en cours dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest. Dans le même temps, « nous continuons de plaider pour qu'il y ait le plus vite possible un dialogue. L'instauration d'un dialogue inclusif qui appelle tout le monde pour construire notre pays. Il est temps qu'on s'asseye autour d'une même table », exhorte Monseigneur Samuel Kleda, président de la Conférence épiscopale nationale.

Conférence générale anglophone

Depuis le 25 juillet dernier, une avancée dans le sens du dialogue est enregistrée avec l'annonce d'une conférence générale anglophone portée par le Cardinal Christian Tumi

et d'autres religieux. D'abord prévue pour les 29 et 30 août, elle a depuis été repoussée aux 21 et 22 novembre pour permettre une meilleure préparation. Les organisateurs de cette plateforme de discussions avaient posé comme préalables au succès de ce rendez-vous, le cessez-le-feu dans les deux camps et la libération – assortie d'arrêt des poursuites - de toutes les personnes arrêtées dans le cadre de la crise anglophone. Le gouvernement avait accusé une fin de non-recevoir à ces exhortations.

Le 17 septembre dernier, International Crisis Group a commis un rapport dans lequel il estimait que « la conférence générale anglophone mérite un soutien national et international ». Pour l'organisation non-gouvernementale, il faut « persuader le

gouvernement de permettre aux anglophones de la diaspora, y compris des séparatistes, de rejoindre leur pays sans risquer de se faire arrêter, et de relâcher des détenus anglophones, car il n'est pas possible d'organiser un dialogue sans y associer les séparatistes, étant donné leur réel poids politique et la menace sécuritaire qu'ils représentent ». Dans le sillage des appels à la détente, d'autres observateurs estiment qu'une visite de Paul Biya à Bamenda ou Buea aurait pour effet de rassurer les populations et de calmer les ardeurs des séparatistes. Pendant la campagne électorale, le candidat Paul Biya était annoncé à Buea. Ce qui s'avérera être une fausse alerte.

Les dernières données relatives à la crise anglophone font état d'au moins 400 civils, de 170 militaires et policiers et de centaines de combattants séparatistes tués. Par ailleurs, on enregistre plus de 250 blessés parmi les forces de sécurité. Selon les Nations unies, le Nord-Ouest et le Sud-Ouest comptent 180.000 déplacés au pointage de septembre et le Nigeria accueillait, mi-août, 25.085 réfugiés du conflit.

Me Claude Assira

Rien ne doit être exclu

L'avocat explore les options qui s'offrent au chef de l'Etat, en vue d'une sortie de crise.



Par Lucien Bodo

Jusqu'ici, le pouvoir a privilégié l'option militaire qui tarde malheureusement à porter ses fruits. D'après vous, sur quels leviers de plus le chef de l'Etat peut-il jouer pour résoudre la crise anglophone ?

De mon point de vue, le chef de l'Etat ne peut apporter qu'une réponse adaptée à la question qui lui est posée. A

question politique réponse politique. En l'espèce, la forme de l'Etat ne pourra plus être éludée.

Le dialogue inclusif préconisé par certains doit-il intégrer la bande à Ayuk Tabe ?

Je n'en sais d'autre rien mais si ça doit être le cas, on aurait tort de leur fabriquer le statut de héros du mystère qu'on est en train de leur tailler sur mesure en les soustrayant au droit.

Et si on les libère, cela ne va-t-il pas créer une dangereuse jurisprudence ?

J'ai déjà eu l'occasion de me prononcer sur cette question. Je pense que si des choses graves leur sont reprochées, une réponse judiciaire devrait être apportée dans le cadre d'un procès juste et équitable. S'ils sont lavés des accusations qui pèsent contre eux, ils ont toute leur place dans le projet de reconstruction. Sinon, le politique devra envisager si une amnistie est utile à la paix sociale et à l'unité nationale.

L'option du fédéralisme peut-elle aider à sortir de la crise ? Je n'ai pas d'idée arrêtée sur la question à laquelle il doit être répondre dans le cadre de ce dialogue inclusif. Mais rien ne doit être exclu. Le fédéralisme est une forme d'organisation de l'Etat que beaucoup ont adoptée sans que cela ne remette en cause ni leur unité ni leur prospérité.



Spécial Présidentielle



Manifestations pro-Kamto

Atanga Nji brandit la loi anti-terroriste

Estimant que l'administration a jusqu'alors fait preuve de retenue, le Minat prévient que les tentatives de trouble à l'ordre public seront traitées avec la plus grande fermeté désormais.



Par Jean De Dieu Bidias

« A ma connaissance, la qualité d'ancien candidat à l'élection présidentielle ou membre d'un parti politique ne confère aucune immunité. Tous ceux qui seraient tentés de violer les lois de la République auront à répondre devant les instances appropriées et subiront toute la rigueur de ces mêmes lois. » Le ministre de l'Administration territoriale (Minat), Paul Atanga Nji, a fait de nouvelles mises en garde aux militants du Mouvement pour la Renaissance du Cameroun (Mrc) vendredi dernier, au sujet des marches de protestation qu'ils tentent d'organiser à Douala et Yaoundé en soutien au candidat Maurice Kamto, depuis la proclamation des résultats de l'élection présidentielle du 07 octobre dernier. L'administration, estime le membre du gouvernement, a jusqu'alors fait preuve de retenue. « Il est toutefois de mon devoir de prévenir que désormais nous n'allons tolérer désordre. Toutes les tentatives de trouble à l'ordre public seront traitées avec la plus grande fermeté. Les auteurs comme ceux qui les y auront incités auront à répondre les instances judiciaires compétentes », martèle le patron de la préfectorale.

Paul Atanga Nji rappelle qu'avec la proclamation, le 22 octobre dernier, des résultats de l'élection présidentielle par le Conseil constitutionnel, « le processus électoral est terminé ». Et dit regretter que le candidat du Mrc, après avoir fait valoir ses arguments devant les juges constitutionnels,



Paul Atanga Nji. Le Minat.

ait ensuite « décidé de se mettre en marge de la légalité en contestant le verdict » de ces derniers. « Ledit candidat et

Appel au soulèvement

L'Ods accuse Mgr Kled...

Dans un communiqué daté du 26 octobre dernier, l'Observatoire du développement social (Ods), une Ong de droit camerounais, accuse le président de la Conférence épiscopale nationale (Cen) et évêque métropolitain de Douala, Mgr Samuel Kleda, ainsi que certains candidats malheureux à la dernière élection présidentielle, de « diffuser des messages de haine et d'appel au soulèvement dans les médias et réseaux sociaux dans le but de discréder le processus démocratique en marche au Cameroun et qui reste perfectible ».

L'Ods, écrit son coordonnateur Maurice Lilian Koulo, « condamne fermement de tels comportements antipatriotiques et appelle le peuple camerounais à préserver la paix et les institutions républicaines, à respecter le verdict des urnes, reflet de la volonté du peuple camerounais. L'Ods appelle tous les acteurs à stopper ces agissements dangereux et contraires à la loi et à œuvrer pour la paix, l'unité nationale et le vivre-ensemble au Cameroun ». Rappelons que, lors d'une conférence de presse, la semaine dernière, Mgr Samuel Kleda a émis un certain nombre de réserves quant à la transparence de l'élection du 07 octobre dernier.

son entourage, s'irrite Atanga Nji, n'ont cessé de multiplier les provocations et de poser des actes dangereux pour la paix sociale en essayant notamment d'organiser un mouvement insurrectionnel. Plusieurs de ses actes et déclarations tombent sous le coup des lois en vigueur dans notre pays, notamment les dispositions pertinentes du Code pénal et de la loi contre le terrorisme réprimant les atteintes à la sûreté de l'Etat et l'incitation à la rébellion ».

Présidentielle 2018

Les injonctions de l'UE à Paul Biya

L'institution européenne a donné son appréciation du scrutin présidentiel du 07 octobre dernier au Cameroun, non sans faire des recommandations au Président élu.



Par Cyril Marcel Essissima

Par l'entremise de son porte-parole, Catherine Ray, l'Union européenne (Ue) a enjoint au Président élu de « [rallier] toutes les parties prenantes afin de surmonter les défis auxquels le pays fait face, au bénéfice de tous les Camerounais ». Dans une déclaration datée du 25 octobre dernier, la confédération des États européens a par ailleurs donné la mention « calme » au déroulement global de ce scrutin. En revanche, elle regrette qu'une partie de la population n'ait pas pu y participer. Notamment dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du pays, en proie depuis 2016 à un climat sociopolitique tendu. S'agissant précisément de ces deux régions de culture anglophone, l'organisation européenne dit y prêter une attention particulière. De façon formelle, il a demandé à Paul Biya, proclamé élu par le Conseil constitutionnel le 22 octobre dernier, d'être « à l'écoute des pro-



Catherine Ray.

positions de la société civile et des autorités religieuses pour une résolution pacifique et durable de la crise, et qu'un processus de dialogue soit lancé au plus tôt avec tous les acteurs en faveur de la paix ». Se faisant écho des recommandations de l'Union africaine (Ua), l'organisation européenne dit être prête à continuer « à œuvrer pour le développement et la stabilité du pays au bénéfice de tous les Camerounais ». En effet, le 09 octobre dernier, la déclaration préliminaire de la mission d'observation électorale de l'Ua énonçait principalement comme solutions « un renforcement du cadre légal et institutionnel des élections au Cameroun, susceptible d'accroître la confiance des électeurs dans le processus électoral et de le rendre plus inclusif ». Des mesures idoines pour l'Ue qui les considère d'ailleurs comme « cruciales ».



Douala

Une marche du Mrc réprimée

Plusieurs militants et sympathisants de ce parti y ont été interpellés puis remis en liberté samedi dernier.



Par Renaud Inang

La marche initiée par le Mouvement pour la renaissance du Cameroun (Mrc), a été interrompue dans les artères de la ville de Douala, par les forces du maintien de l'ordre (Fmo) samedi, 27 octobre dernier. Initialement prévue au niveau de l'ancien pont sur le Wouri, l'itinéraire a été modifié à la dernière minute. Les manifestants ont alors choisi de démarrer leur manifestation au lieu-dit « Carrefour feu rouge Bessengue ». Peine perdue. Puisqu'ils n'exécuteront pas entièrement cette articulation du programme de résistance nationale intitulé « Non au Hold-Up électoral », au lendemain de l'élection présidentielle du 07 octobre dernier au Cameroun. Ces militants et sympathisants du Mrc, pour la plupart vêtus de t-shirts de couleur blanche, sur lesquels on pouvait lire « Non au Hold-Up », ont été rattrapés par les Fmo au niveau de l'endroit dénommé « Vallée Bessengue », non loin du lieu de départ. Une interruption soudaine provoquée par une vague d'interpellations de la part des hommes en tenue, policiers et gendarmes confondus. Certains ont été conduits dans les locaux de la Division régionale de la police judiciaire du Littoral (Drpj), tandis que d'autres ont pris la direction du Groupement mobile d'intervention (Gmi) à Bonanjo, apprend-on vers midi. La vague d'interpellations des militants du Mrc s'est poursuivie dans d'autres points sensibles de la capitale économique. A Bonassama par exemple, une escouade de policiers a cueilli Me Michèle Ndoki, avocate au Barreau du Cameroun et militante du Mrc, avant de la conduire plus tard à la Drpj. Des sources révèlent que la discussion entre l'avocate et les hommes en tenue, a occasionné des tiraillements, au point où Me Ndoki s'est retrouvée au fond d'un caniveau. Les images de cette action



Climat post-électoral surchauffé.

font le tour des réseaux sociaux depuis samedi dernier. L'avocate projetait de traverser à pied, en compagnie de son groupe, l'ancien pont sur le Wouri, investi quelques heures plus tôt par les éléments de la police et de la gendarmerie. Au cours de cette opération, les Fmo ont également arrêté un reporter du quotidien « Le Jour », Mathias Mouendé Ngamo en l'occurrence, à Bonassama. Le journaliste qui couvrait la manifestation a passé le reste de sa journée à la Drpj. « J'ai été interpellé par la police alors que je couvrais la marche du Mrc à Bonabéri. Je me tenais à bonne distance des manifestants. J'ai été conduit au commissariat central n°3, puis à la police judiciaire », explique Mathias Mouendé,

qui a recouvré sa liberté vers 18h. Me Michèle Ndoki, ainsi que plusieurs autres militants du Mrc interpellés ont été remis en liberté le même jour, vers 22h. Dans l'intervalle, le siège régional pour le Littoral du Mrc, situé au quartier Deido, a été vandalisé par des individus non encore identifiés. Les dégâts causés sur les tiroirs des bureaux sont d'ailleurs visibles de l'extérieur. Des fenêtres ont également été brisées.

Paul Biya à Mvomeka'a

Après sa réélection le 07 octobre dernier pour un nouveau mandat de sept ans à la tête du Cameroun, Paul Biya séjourne depuis samedi dernier dans son village natal Mvomeka'a, dans le département du Dja et Lobo (région du Sud). Les images de son arrivée dans sa résidence privée montrent une immense foule de militants en liesse, arborant la tenue du Rassemblement démocratique du peuple camerounais (Rdpc). Aucune information ne filtre sur les raisons du séjour du chef de l'Etat à Mvomeka, à quelques jours de sa prestation de serment devant le Parlement, au plus tard le 06 novembre prochain.

Mise-au-point

Le Mrc défend son plan de résistance

Le porte-parole de Maurice Kamto a tenu une conférence de presse nocturne à ce propos samedi dernier.



Par Lucien Bodo

Le 27 octobre au soir, la grisaille est au rendez-vous à Yaoundé. Le ciel se veut menaçant, des éclairs zèbrent le ciel sombre au loin. Il est environ 19h et le siège du Mouvement pour la renaissance du Cameroun (Mrc), à Odza, connaît un mouvement des personnes inhabituel pour une heure pareille. A l'intérieur, Bibou Nissack, le porte-parole de Maurice Kamto s'exprime face à la presse. La conférence nocturne a lieu dans une petite salle au décor simplifié : deux roll-ups à l'image du candidat du Mrc, deux caméras fixes et deux téléphones qui retransmettent la communication en direct sur Facebook à des milliers d'internautes. Une poignée de journalistes est présente. Malgré l'arsenal déployé pour l'éclairage, l'ambiance est austère. Bibou Nissack parle prioritairement du Plan national de résistance élaboré par le Mrc. Lequel, selon lui, « n'a rien à voir avec une insurrection » contrairement à ce que les détracteurs de ce parti font divulguer. « Les revendications qui sont les nôtres sont politiques. Alors, que ceux qui menacent sachent que ce qui a commencé samedi va se poursuivre avec détermination », poursuit-il.



Olivier Bibou Nissack, porte-parole de Maurice Kamto.

Ce mouvement observé à Douala a connu l'arrestation de 58 militants pro-Kamto. Il pointe ainsi du doigt « la violence

des forces de l'ordre » et note qu'au cours de cette marche pacifique, des blessés ont été enregistrés. Par ailleurs, le siège du parti a été attaqué et « partiellement détruit » par les hommes en tenue. Sur le caractère illégal des actions menées jusqu'ici par le Mrc, Bibou Nissack insiste sur le fait que jusqu'ici, le Mrc n'a violé aucune loi et est resté en phase avec la constitutionnalité. Par ailleurs, « les recours au plan local ayant été épuisés, ils demeurent ceux au plan international. Nous nous battons contre ces abus avec toutes les armes de la légalité », poursuit-il.

Cette mini-conférence de presse nocturne aura duré environ une trentaine de minutes. Depuis le 15 octobre, toutes les réunions et manifestations du Mrc sont interdites par les autorités administratives. Les forces de l'ordre ont interrompu à ce titre la conférence de presse de Paul Eric Kingue. Ce dernier s'est finalement exprimé via un Facebook Live. Les réseaux sociaux pourraient dès lors devenir les seuls moyens du parti de Maurice Kamto face à la stratégie d'étouffement mise en place par le gouvernement.

Election présidentielle

Déconstruire le vice originel d'une fausse victoire



Par Larissa Kojoué et Rose Ndengue*

La présidentielle camerounaise du 07 octobre dernier a été l'occasion de prolonger et de consolider le malaise camerounais. Alors même qu'elle a capté l'essentiel de l'attention publique ces dernières semaines, et que certains l'ont présentée comme historique, elle se clôture sur un résultat sans surprise. Paul Biya reconduit à la tête de l'Etat, c'est le signe que le pays sera maintenu dans un état de tension sociale et politique permanente. Ceci d'autant plus que, l'âge avancé du président pose avec acuité la question de l'inévitable succession à la tête de l'Etat. Durant les 36 années de règne de ce pouvoir, les conditions de vie matérielles et morales des Camerounaises se sont dégradées avec une constance inquiétante. L'accès à l'eau, à l'électricité, à la santé ou encore à l'éducation reste un défi dans les zones urbaines comme rurales. Par ailleurs, sur les plans politique et sécuritaire, la stabilité du pays est plutôt précaire, du fait de la lutte contre les incursions de Boko Haram dans Nord-Cameroun, et encore plus de la guerre qui sévit depuis deux ans dans les régions anglophones du Nord-Ouest et du Sud-Ouest.

Nous sommes au bord de l'implosion !

Pourtant, le débat autour de cet enjeu fondamental n'a quasiment pas eu lieu durant la campagne électorale ! Exit l'examen méticuleux des défaillances endémiques de l'Etat ! Afin de dissimuler 36 ans d'incurie, l'oligarchie en place a eu recours à l'intimidation, mais également à la construction de boucs émissaires, en indexant notamment un groupe social, les Bamilékés, et en diffusant « ad nau-seam » des discours haineux incitant au repli identitaire. Elle réactive ainsi une des matrices de la gestion coloniale des populations africaines. Cette stratégie a également permis d'occulter l'exclusion de la participation politique, des populations résidant dans les régions anglophones, représentant 20% environ de la population, ainsi que la marginalisation des femmes de l'espace politique. La cohésion nationale est mise en péril avec la complicité d'une partie de l'intelligentsia locale, ainsi que des éléments de la diaspora qui profitent d'une visibilité médiatique et/ou sur les réseaux sociaux pour diffuser et infuser la haine de l'Autre dans l'imaginaire populaire.

Le résultat de la présidentielle du 07 octobre au Cameroun est irrémédiablement entaché d'un vice originel. C'est une « *fausse victoire* ! »

Nous ne sommes pas dupes ! La situation sociale, économique et politique du Cameroun nous préoccupent autant que l'ensemble des camerounais(es). Nous avons pleinement conscience que le contexte actuel de fin de règne adossé à l'exacerbation des tensions sociales et politiques, est un ferment de l'embrasement. Afin d'assumer notre responsabilité de jeunes universitaires et actrices de la société civile, et souhaitant entretenir la flamme d'une pensée politique féconde et utile à la société, telle que l'a préconisée le regretté Fabien Eboussi Boulaga, nous adressons ce texte à l'ensemble de nos compatriotes.

Aux jeunes, mais aussi, aux femmes, dont les voix ont été une fois de plus étouffées, ainsi qu'à toutes celles et ceux qui inscrivent leurs discours et leurs actions dans une dynamique de changement véritable, nous proposons de mener ensemble, un travail intellectuel et pratique consistant à :

1. Décoloniser impérativement notre pensée et déséthniser l'Etat. La diversité culturelle fonde notre identité, mais l'« *ethnie* » ne doit en aucun cas être une ressource poli-



tique, sous peine de :

- conforter le régime actuel et perpétuer une mémoire coloniale détestable,
- faire offense à la mémoire nationaliste, et insulter tou(te)s celles et ceux qui ont fait le sacrifice de leur vie pour que le rêve Cameroun se matérialise.

2. Reconnaître que la solution aux tensions sociales est éminemment politique ! A cet égard la répression est une voie vers l'embrasement, comme le montre la situation dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest ! Il est urgent de redéfinir les contours de la relation entre l'Etat et ses représentant(e)s d'une part, et les citoyen(ne)s d'autre part. Afin de résoudre le contentieux historique autour de sa formation, il faut mener une réflexion sans tabous sur la forme de l'Etat. A cet égard, une autonomie régionale,

voire le fédéralisme, fondé sur le principe de l'élection des dirigeants et d'assemblées à l'échelle locale, est une des pistes souhaitables.

3. Admettre l'impossibilité d'obtenir une transition, ou à minima, une alternance effective par les institutions et le processus électoral actuels, dont la dimension antidémocratique a été confirmé. L'intimidation, la manipulation, et la fraude ont caractérisé la période électorale et post-électorale, sans jamais être remis en cause par les instances chargées de superviser et de valider les élections. Et bien qu'ils aient le temps d'une élection ravivé la ferveur populaire à l'égard de la politique, ceux qu'on découvre opposants farouches à ces institutions aujourd'hui, ne sont malheureusement pas toujours exempts des mêmes soupçons.

4. Poser les jalons d'une citoyenneté alternative et réellement inclusive. Cette élection a démontré à celles et ceux qui en doutait, que le peuple camerounais reste mobilisé et déterminé à prendre part à l'édification de notre jeune nation. Si les mobilisations observées semblent trancher avec celles attendues dans le cadre de l'inscription sur les listes électorales, c'est qu'elles rendent compte d'une réalité : la citoyenneté est partielle lorsqu'elle n'exprime qu'une dimension

institutionnelle ! Il est donc indispensable d'élaborer une citoyenneté qui couvre l'ensemble du corps social. A cet effet, réhabiliter le potentiel insurrectionnel de la citoyenneté est un impératif ! Ceci d'autant plus qu'il est souvent activé par des catégories réduites au statut de subalternes (jeunes, femmes, classes populaires, militant(e)s de l'opposition...), à qui l'on doit l'indépendance du territoire, sa réunification et l'ouverture bien qu'imparfaite de l'espace politique.

*LARISSA KOJOUÉ, POLITISTE, POST-DOCORANTE, SESSTIM/INSERM/IRD/AMU, MARSEILLE/YAOUNDÉ ; *ROSE NDENGUE, POLITISTE ET HISTORIENNE, UNIVERSITÉ PARIS 7 – DIDEROT ;

CO-SIGNATAIRES :

*FÉLICITÉ DJOUKOUD, CO-FONDATRICE ET DIRECTRICE EXÉCUTIVE DE L'ASSOCIATION DES ACTEURS DE DÉVELOPPEMENT, YAOUNDÉ ;

*BRENDA NGUM, DOCTORANTE EN SOCIOLOGIE, UNIVERSITÉ PARIS 7 – DIDEROT.

Challenge Startupper

La seconde édition lancée par « Total »

La compétition initiée par cette compagnie pétrolière et gazière vise à récompenser de jeunes entrepreneurs âgés de 35 ans au plus.



Par Michel Ferdinand

La deuxième édition du « Challenge Startupper de l'année 2018-2019 », compétition promue par le groupe Total, a été lancée le 19 octobre 2018 à Douala, lors d'une conférence de presse organisée par Total Cameroun, leader du marché de distribution de produits pétroliers. Il s'agit d'une idée qui prospère dans 60 pays au monde répartis sur tous les continents dont une trentaine en Afrique. L'objectif étant de contribuer au développement de l'entrepreneuriat des jeunes âgés de 35 ans au plus.

Le concours placé sous le parrainage d'André Siaka, ex-directeur général du groupe Société anonyme des brasseries du Cameroun (Sabc), est ouvert aux Camerounais entrepreneurs ayant un projet ou une entreprise depuis moins de deux ans, sans distinction de domaine d'activité. Le jury du « Challenge Startupper » présidé par Marème Malong depuis la première édition, est constitué de personnalités connues dans plusieurs secteurs d'activité. On y retrouve Protais Ayangma (Pca Ecam), Gwendoline Abunaw (Dg Ecobank), Béatrice Adjovi (avocate), Frédéric Debord (Dg Orange Cameroun), Jean-Pierre Badga (Dg agence des Pme), Adrien Béchonnet (Dg Total Cameroun) etc. Les critères devant être appliqués par le jury sont définis à l'avance, puisque ce jury doit plancher avec un regard sur le caractère innovant du projet, son impact social et sociétal, sa faisabilité et son potentiel de développement. « C'est une question de responsabilité. Quand on est présent dans un pays comme le Cameroun depuis 70 ans, avec 35% de parts de marché dans notre domaine, on doit aider les jeunes



Impact social indéniable.

dans leur entrepreneuriat. On le sait, les sociétés privées et le secteur public ne sont pas capables d'absorber toutes les richesses de ces jeunes qui arrivent sur le marché », explique le directeur général de Total Cameroun, Adrien Béchonnet. Les trois meilleurs projets retenus bénéficieront d'un appui financier de Total Cameroun allant de 8 millions Fcfa au premier à 3 millions au troisième, en passant par 5 millions alloués au second. En plus d'être accompagné professionnellement, chacun du trio-gagnant est bénéficiaire d'une campagne de communication pour donner de la visibilité à son projet.

Innovation

D'ici à février 2019, date prévue pour les récompenses, le planning prévoit un dépôt des dossiers jusqu'au 13 novembre sur le site Internet ouvert à cet effet, soit un seul dos-

sier autorisé par candidat. Par la suite, les membres du jury procéderont à un tri des dossiers selon leur conformité au règlement. Cette étape devra être suivie d'une phase digitale au cours de laquelle les dossiers retenus feront l'objet d'un vote par les connaissances via les réseaux sociaux. C'est ainsi que les 100 meilleurs dossiers seront analysés par un organisme externe à Total pour désigner les 15 dossiers finalistes. Ces derniers seront donc auditionnés et coachés pour mieux présenter leurs projets respectifs. L'innovation enregistrée en 2018 porte sur le label « Coup de cœur féminin », afin de soutenir les femmes entrepreneures. On en aura ainsi dans tous les pays où le

groupe Total est représenté.

En 2016, la première édition de « Challenge Startupper » a fait trois lauréats, Alain Nteff (premier et lauréat panafricain), Olivier Madiba et Serge Poueme. Alain Nteff s'est distingué par son projet Gifted Mom, une application Sms Web Mobile pour le suivi des femmes enceintes et les mamans portant des bébés. Les concernées s'inscrivent gratuitement à l'hôpital pour recevoir des messages éducatifs et les rappels de rendez-vous ou de vaccination. L'application qui peut être téléchargée sur « Playstore » pour celles qui ont un Smartphone, couvre aujourd'hui 42 hôpitaux. « Avant Total Startupper, 25 000 mamans utilisaient notre produit. Actuellement nous sommes à plus de 160 000 personnes. En 2019, nous comptons toucher 700 000 personnes », se félicite Alain Nteff, qui a aussi fixé ce même délai pour atteindre les deux régions restantes, l'Est et le Sud.

Digitalisation des universités

Partenariat scellé entre orange et l'université de Yaoundé II-Soa



Par Josiane Afom

Le 25 octobre dernier, une convention de partenariat a été signée entre Orange Cameroun et l'Université de Yaoundé II-Soa. Un accord qui s'inscrit dans le cadre de la digitalisation que l'entreprise de télécommunications a entreprise dans les universités du Cameroun. L'objectif étant, d'après le représentant du directeur général d'Orange, d'accompagner les jeunes étudiants dans leur évolution avec les technologies de l'information et de la communication (tic) et dans la mise en place d'un accompagnement en entreprise. Il est également question pour Orange Cameroun de participer de manière permanente à l'évolution de leurs cursus en matière de technologie. Pour atteindre cet objectif, l'entreprise



Le Recteur et le représentant du Dg paraphent les documents.

de télécommunications a mis sur pied le programme « Orange Pulse master » au sein du campus, lequel regroupe 200 jeunes. Ce sont des coaches digitaux recrutés parmi les étudiants qui ont de petites connaissances du monde digital. « Nous renforçons leurs connaissances de manière à ce qu'ils puissent jouer notre rôle auprès de leurs camarades. Notre ambition c'est déjà d'avoir ces ressources dans le campus pour qu'elles puissent jouer le rôle d'accompagnateur », a expliqué un responsable d'Orange Cameroun. Il ajoute par ailleurs qu'une entreprise junior a été créée au sein du campus. Gérée par les masters pulse, les bénéfices générés permettront de financer leurs activités sur le campus. La convention signée avec l'Université de Yaoundé II-Soa arrive à la suite de celles déjà signées avec les universités de Ngaoundéré, Dschang et Maroua.

Mortalité maternelle

36 milliards Fcfa pour la réduction du taux

Les deux projets financés avec l'aide de la Bid et lancés le 25 octobre à Yaoundé visent aussi la baisse des décès des enfants.



Par Guy Martial Tchinda

La situation sanitaire de la mère et de l'enfant reste préoccupante au Cameroun, au regard du taux toujours élevé de mortalité maternelle et infantile. Selon l'Enquête démographique et de santé (Eds) de 2011, celui-ci est estimé à 782 décès pour 100.000 naissances vivantes. La situation est plus accrue dans certains districts de santé des régions de l'Adamaoua, de l'Extrême-Nord, du Nord, de l'Est et du Centre.

En effet, « Ces districts présentent un accès très limité aux prestations de service, mais également c'est là où nous enregistrons les plus mauvais indicateurs dans la dimension mortalité maternelle et infanto-juvénile », a déclaré le ministre de la Santé publique (Minsanté), le 25 octobre à Yaoundé. André Mama Fouda présidait la cérémonie de lancement officiel du projet d'appui à la santé maternelle, néonatale et infantile et du projet de renforcement du système national de transfusion sanguine au Cameroun. « Le projet que nous lançons ce jour va couvrir 35 districts de santé dans cinq régions », a-t-il précisé.

Ces deux projets cofinancés par la Banque islamique de développement (Bid) dont le montant de mise en œuvre s'élève à 36 milliards Fcfa vise « la réduction de la mortalité maternelle, néonatale et infanto-juvénile, et l'accès de tous



Tous pour une meilleure santé de la mère et de l'enfant.

à un sécurisé », explique Dr Phanuel Habimana, représentant de l'Organisation mondiale de la santé (Oms) au Cameroun. Pour l'Organisation des Nations unies pour l'enfance (Unicef), le projet s'étend sur quatre ans et comprend le développement des capacités des ressources humaines et institutionnelles ; les travaux du génie civil ; l'acquisition des médicaments, équipements et consommateurs médicaux entre autres. De plus, le projet « vise la formation des élèves sages-femmes et maïeuticiens, et le renforcement des capacités du personnel y compris la ré-

paration des fistules obstétricales », a poursuivi Dr Phanuel Habimana.

Pour sa part, le projet de renforcement du système national de transfusion sanguine appuyé par l'Oms ambitionne de doter le Cameroun d'ici cinq ans des structures de transfusion sanguine opérationnelles et équipées à savoir un centre national et quatre centres régionaux ; des équipements pour 98 hôpitaux de district qui abriteront des dépôts de sang dans les dix régions du pays, etc. Car, « les hémorragies sont la première cause directe de mortalité maternelle », a conclu le représentant de l'Oms.

Nadège Christelle Bowa

On ne peut pas rester indifférent devant autant de morts

De retour d'une conférence anti-tabac à Lomé, la journaliste explique pourquoi les médias doivent s'impliquer dans cette cause.



Par Nadège Christelle Bowa



Pourquoi les journalistes doivent-ils s'engager dans la lutte antitabac ?

Le tabagisme est une question de Santé publique. Les statistiques officielles font état au niveau mondial de 7 millions de décès par an. 80% de ces décès sont enregistrés dans les pays en développement. On estime que 271 961 personnes sont décédées des causes liées au tabac en 2016 en Afrique et ces statistiques pourraient doubler d'ici 2030 selon l'Organisation mondiale de la santé. Au Cameroun, on compte environ 3700 décès liés au tabac.

Ces chiffres interpellent les journalistes dont le métier a ceci de particulier qu'il interpelle les consciences ; il informe et éduque. On ne peut pas rester indifférent devant autant de morts. A cause de cela, ce phénomène interfère sur le développement économique autant de l'individu que de la société. Je ne voudrais oublier l'aspect environnemental. Une problématique mondiale. Également le fait que les jeunes sont menacés par ce fléau qui est une porte d'entrée à la consommation des stupéfiants. Quel était le but de la réunion que vous avez organisée le 20 septembre 2018 à Yaoundé ?

Sur invitation de l'Alliance pour le contrôle du Tabac en Afrique, nous avons pris part à un atelier des professionnels des médias à Lomé au Togo du 29 au 31 août 2018. Il était question pour cette organisation d'outiller les professionnels des médias d'Afrique francophone afin que ces derniers chez qui on relève très peu d'engouement en dépit de la force qu'ils représentent puissent contribuer de manière efficace à l'éradication du tabagisme dans le monde et sur le continent Africain en particulier. A mon retour et au regard des enjeux, la Coalition camerounaise contre le tabac (C3t) s'est faite le devoir de me donner l'opportunité de partager avec les confrères du Cameroun, les informations et les enseignements reçus au cours de cette formation.

Peut-on mesurer les résultats de la mobilisation des médias autour de cette question ?

Tout à fait ! Grâce au relais que les médias font des actions de la société civile, on arrive à obtenir des résultats. Je citerais l'arrêté conjoint Minsante-Mincommerce du 03 Janvier 2018 sur le marquage sanitaire graphique sur tous les emballages des produits du tabac commercialisés au Cameroun dont on attend l'entrée en vigueur dès janvier 2019 ; la disparition des affichages de marque de cigarette autour de certaines écoles ciblées par une enquête de la C3t...les résultats sont nombreux.

Forêts communautaires

La gestion durable en discussion à Yaoundé

Populations riveraines, experts et administrations partagent l'expérience pour l'amélioration de la gouvernance dans ce secteur.



Par Adrienne Engono Moussang

Venu du village Mambioko, dans l'arrondissement de Ngambe Tikar, département du Centre, Roger Moutsi, délégué du groupement d'initiative commune Chily révolution verte du Cameroun (Crvc) ne sait pas pourquoi ses fruits sauvages sont régulièrement saisies par les agents du ministère des Forêts et de la Faune (Minfor) lorsqu'il va les vendre à Ntui ou à Yaoundé. « Je suis souvent obligé de me faire signer une autorisation dans les services du délégué départemental du Minfor », indique ce dernier, participant à l'atelier sur l'amélioration de la performance, de la gouvernance et de la durabilité des entreprises forestières communautaires au Cameroun.

C'est pour accompagner ces populations que 29 forêts communautaires et 34 entreprises de forêts communautaires pilotes, pour une superficie de 98.000 hectares existent dans les régions du Centre, de l'Est, du Littoral, du Sud et du Sud-Ouest. Celles-ci bénéficient du soutien financier et technique de DRYAD. A en croire le ministre des Forêts et de la Faune, Jules Doret Ndongo, qui a ouvert un atelier

de trois jours (24-26 octobre à Yaoundé) sur le projet, DRYAD « apporte un soutien financier, une assistance technique et renforce les capacités de nos communautés à la base. Cela rentre en droite de la politique gouvernementale de décentralisation. Nous voulons des communautés locales fortes, susceptibles de prendre elles-mêmes en charge leur développement évidemment avec l'aide de l'Etat. »

Le Projet est mis en œuvre par le Centre mondial d'agroforesterie (Icraf) en collaboration avec TMP Systems et l'appui du Royaume Uni à travers le Département pour le développement international. Pour le coordonnateur de DRYAD à l'Icraf, Peter A. Minang : « Nous avons aujourd'hui 36 entreprises dans le projet avec de différentes activités de gestion des exploitations de produits forestiers non ligneux, du bois, de l'écotourisme mais aussi de l'exploitation du rotin. On a investi plus de 650 millions Fcfa dans ces entreprises. Nous nous attendons à avoir un bénéfice au-delà de 8 milliards Fcfa au bout de 10 ans ».

Spectacle

Govinal fait encore danser

Celui que l'on surnomme le prince du bikutsi a communiqué avec son public le 26 octobre dernier à Yaoundé.



Par Vanessa Bassale

Seuls, en couple ou en groupe, des mélomanes de la ville de Yaoundé ont franchi le seuil de l'espace culturel « le Venetian » sis au quartier Nkolndongo le 25 octobre dernier. Arrivées avant 21h pour la plupart, une centaine de personnes sont venues assister au spectacle de Govinal. Le prince du bikutsi qui va monter sur scène à 02h du matin. Cependant entretenus par l'orchestre, les spectateurs ne se plaignent pas. Les musiciens amateurs se succèdent sur scène. Ils reprennent les chansons des artistes qui ont le vent en poupe. Les mélomanes ont la possibilité de danser s'ils le désirent. Sans protocole, une jeune dame vêtue d'une mini jupe quitte sa chaise et commence à bouger en reprenant le refrain du titre « La victoire » de Dj Kerozen. Son amie assise à droite se lève aussi. En moins de cinq minutes, plus de la moitié des spectateurs sont debout. Chacun veut donner l'impression d'être un bon danseur. L'ambiance est à son compte. Seul hic, il n'y a pas de piste de danse. Une situation qui



empêche les danseurs de se mouvoir. Pendant que certains se contentent de l'espace réduit qui leur est réservé, d'autres vont rejoindre les musiciens sur l'estrade. Les chorégraphies sont aussi originales que délirantes. Tenez par exemple, un jeune homme qui, comme fou s'agit dans tous les sens ou alors une fille légèrement vêtue qui remue lascivement son corps comme pour séduire les hommes dans la salle. Daniel Ngan, un jeune artiste qui excelle dans l'assiko embrassera lui aussi la foule. Plutôt que de faire baisser la température dans la pièce « Me voici tout » de John Duhant attire sur scène ceux qui résistaient encore à l'appel de la piste de danse.

Malgré cela cette atmosphère, pour accueillir Govinal, invité principal de cette rencontre, l'un des responsables de cet espace calme le jeu en demandant que tout le monde se lève. Les danseurs dont les vêtements sont légèrement trempés de sueur en profitent pour reprendre des forces. Une fois, sur scène, l'artiste reprend son célèbre « Naya Naya ». Pendant que le public se délecte, Govinal confie que « ce titre qui est sorti le 22 octobre 1988 a eu 30ans il y a une semaine ». Pendant près d'une heure, l'artiste a fait danser ses fans sur différentes sonorités. Grand nombre de ceux quittent cet espace sont surpris par la voix et la vitalité de ce mastodonte de la musique camerounaise sur qui le temps semble n'avoir aucun effet.

Rific

« Le prince de Genève » séduit

Le film de Michel Kuaté a été projeté lors de la cérémonie d'ouverture des Rencontres internationales du film court.



Par Vanessa Bassale

A la sortie des cours, Raïssa et Elisabeth, deux jeunes filles montent à bord de la voiture d'un homme très riche qui se fait appeler le « Prince de Genève ». Très réservée, Raïssa se méfie de cet homme mystérieux à la richesse inexplicable. Plus extravertie, son amie le drague ouvertement. Elles n'opposent aucune résistance lorsque « le prince » décide de les conduire dans son palais. C'est avec une attention bien particulière que les cinéphiles venus assister à la cérémonie d'ouverture des Rencontres internationales du film court (Rific) regardent « Le prince de Genève ». Le film de Michel Kuaté projeté le 27 octobre dernier à la salle Sita Bella de Yaoundé. Pendant la vingtaine de minutes que dure la projection, personne ne parle. Tout le monde est séduit par la qualité de l'image et surtout l'intrigue du film. En effet, une fois dans Son château, « le prince de Genève » incarné par Gabriel Fomogne se transforme en serpent et avale l'une des jeunes filles. L'effroi envahit alors la salle. Certains spectateurs, des dames pour la plupart poussent des cris de frayeur. Ce court métrage qui allie humour et drame séduit plus d'un. Le film « Ashia » de Francoise Ellong projeté quelques minutes avant a lui aussi émerveillé le public. Ces films laissent présager que



les autres réalisations cinématographiques qui seront projetées pendant cette semaine de festival seront-elles aussi de haute facture.

Loin des strasses et des paillettes qui symbolisent souvent les cérémonies d'ouverture et de clôture de festival, la rencontre du 27 octobre dernier s'est voulue moins protocolaire. Pas de robes extravagantes, de costumes sur mesure ni même de tapis rouge. Cependant, cette absence d'artifices n'a rien enlevé à la splendeur de l'événement. Pour cette 14e édition, Frank Olivier

Ndemba, le délégué général du festival a voulu poser sur la table des débats un problème propre au cinéma camerounais. Il s'agit de la distribution. C'est d'ailleurs ce qui explique le thème « Court métrage et distribution » retenu par le comité d'organisation. Pour édifier les jeunes réalisateurs sur cette question, des professionnels du métier animeront des ateliers. Il est aussi prévu des rencontres et des échanges de connaissances. Mais l'attraction principale reste la projection de courts métrages (films qui durent moins de 30min). Jusqu'au 03 novembre prochain, les cinéphiles peuvent donc se donner rendez vous au Goethe Institut, à la salle Sita Bella et à l'Atelier 4 à Bastos pour regarder des réalisations cinématographiques de qualité.

Douala

Daphne et Ben Decca en symbiose



Par Vanessa Bassale

Le 27 octobre dernier au Parcours Vita de Douala, des artistes ont donné un spectacle inédit. Plus d'une centaine de personnes ont fait le déplacement pour assister à cet événement inédit organisé par La Pasta. C'était à l'occasion de la Journée internationale des pâtes alimentaires.

Sur scène se sont succédé des artistes de renom comme Minks, Daphne et Ben Decca. Les deux derniers, auteurs du titre à succès « Ndolo » ont pu déclarer leur flamme à leurs fans. La reprise de cette chanson aura probablement été l'un des moments forts de ce spectacle. Dj Gerard Ben qui était lui aussi de la partie n'est pas passé inaperçu. Avec sa voix et son style singuliers, il a conduit le public dans la région de l'Ouest d'où il tire son inspiration.



Football

Brésil-Cameroun en amical le 20 novembre prochain



Par Désiré Domo

Quatre ans après leur dernier face à face à la Coupe du monde 2014, le Brésil et le Cameroun s'affrontent le 20 novembre prochain. La rencontre, amicale, se jouera au Stadium Mk. C'est à Milton Keynes, une ville nouvelle au Nord de Londres (en Angleterre). L'annonce a été faite en fin de semaine dernière par la Confédération brésilienne de football (CBF). Il s'agira d'un côté, de la dernière sortie de l'année pour la Seleção, la première pour Tite comme sélectionneur face à une sélection africaine. Quatre jours auparavant, les quintuples champions du monde auront croisé l'Uruguay (toujours en amical) d'Edinson Cavani et Luis Suarez à l'Emirates Stadium (stade d'Arsenal), toujours en Angleterre.

De l'autre côté, les Lions indomptables seront face à une équipe Sud-américaine, une première sous l'ère Clarence Seedorf. Ce face à face interviendra quatre jours après la rencontre Maroc-Cameroun, comptant pour les éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations (Can) de football 2019. Le sélectionneur brésilien a d'ores et déjà dévoilé la liste des 23 pour cette rencontre. Tite a fait appel à tous ses meilleurs éléments



Brésil - Cameroun en 2014 .

pour affronter les Lions indomptables. Parmi eux, Paulinho, Willian, Douglas Costa, Marcelo, Gabriel Jesus, Roberto Firmino, Neymar. Pour rappel, la dernière confrontation entre brésiliens et Camerounais remonte au 23 juin 2014 en terre brésilienne. C'était à l'occasion du 3e et dernier match de poule de la Coupe du monde de football. Le Cameroun avait été battu 1-4 par Neymar et ses partenaires au stade Mané Garrincha de Brasilia.

Can de handball 2020

Flou autour de la candidature du Cameroun



Par Désiré Domo

Les yeux des Camerounais en général et des férus du handball national en particulier restent rivés sur la Confédération africaine de handball (Cahb). Elle était censée confirmer la candidature du Cameroun comme pays hôte du championnat d'Afrique féminin de la discipline en 2020 le weekend dernier au cours de la réunion du comité exécutif, avec au préalable une lettre d'engagement du gouvernement camerounais attendu depuis plusieurs mois et dont les délais sont dépassés. Mais, « rien a été dit sur le dossier du Cameroun », renseigne une source à la Fédération camerounaise de handball.

La Cahb est restée muette sur la question. Elle ne s'est tout au moins pas appesantie sur le dossier Cameroun, lors de la session de son comité exécutif du 26 octobre dernier. L'instance faîtière du handball africain s'est plutôt penchée sur les éditions 2022 et 2024. Laissant le suspense perdurer pour le rendez-vous de 2020. Le Cameroun avait jusqu'à vendredi dernier pour rassurer la Cahb de sa disponibilité à organiser cet évènement. L'édition 2022 attribuée au Sénégal et celle de 2024 au Cap Vert et l'Algérie ont été le point culminant de cette assise d'Abidjan en Côte d'Ivoire. « Je crois que le comité d'urgence va siéger pour en décider », conclut notre informateur.



Philemon Yang. Premier ministre.

Handball dames

Le Sénégal pays hôte en 2022



Par Dimitri Mebenga



Attribution de la Can 2022 au Sénégal.

Le Sénégal s'est vu désigné par la Confédération africaine de handball (Cahb) pour accueillir les Championnats d'Afrique dames de la discipline en 2022. C'était vendredi 26 octobre dernier lors de la réunion du comité exécutif à Abidjan, en Côte d'Ivoire. Selon les membres de ce comité, « le dossier de Dakar a été jugé solide et répond aux exigences de la compétition ». Le dossier du Sénégal était défendu par Seydou Diouf, président de la Fédération sénégalaise de handball qu'accompagnaient son secrétaire général, Cherif Ndiaye et le président de la commission communication et de presse, Sambou Biangui.

Le complexe sportif « Dakar Arena » récemment inauguré par le chef de l'Etat sénégalais, Macky Sall a été un atout déterminant dans ce choix de la Cahb. Appréciant positivement le dossier du Sénégal, le Comité exécutif de la Cahb envisage de confier la Can 2020 au pays de la Téranga au cas où le Cameroun ne serait pas prêt à l'accueillir.

Par cet acte, le Sénégal démontre sa volonté de pays ouvert au sport avec la construction d'infrastructures sportives capables d'abriter toutes les grandes compétitions d'envergure comme la Can de handball. A titre d'exemple, l'organisation des Jeux olympiques de la jeunesse 2022 confiée par le Comité international olympique est un événement sportif d'envergure mondiale qui permettra à ce pays de renforcer son offre.

Can 2019

La Caf évalue la situation sécuritaire

Les émissaires de la Confédération africaine de football ont eu une séance de travail avec les autorités camerounaises compétentes dans le domaine hier 28 octobre à Yaoundé.



Par Dimitri Mebenga

En dehors des infrastructures sportives et hôtelières, les préparatifs de la Coupe d'Afrique des nations (Can) 2019 suivent leurs cours notamment avec le volet sécuritaire qui intéresse au premier chef, la Confédération africaine de football (Caf). C'est dans cet ordre des choses que s'est tenue hier 28 octobre à Yaoundé, une réunion de travail entre la commission sécurité de la Caf et le Comité local d'organisation de la Can 2019 (Cocan). Celle-ci est en droite ligne des prescriptions de la dernière Assemblée générale de l'instance faîtière du football africain tenue au Caire à la fin du mois de septembre 2018.

Arrivés au Cameroun les 26 et 27 octobre derniers, ces émissaires de la Caf sont entre autres, Djibrilla Hima Hamidou (colonel), président de la Fédération nigérienne de football par ailleurs chef de la délégation, Christian Emeruwa du Nigeria, Serges Dumortier de la Suisse et le Jean Bosco Karuza(général) de nationalité rwandaise.

Les quatre plénipotentiaires de la Caf ont été reçus hier en audience par le ministre des Sports et de l'Education physique, Bidoung Mkpatt, président du Cocan. C'était en présence du ministre de l'Administration territoriale, Paul Atanga Nji, président de la commission sécurité du Cocan, du délégué général chargé de la sûreté nationale, Martin Mbarga Nguélé, président de la commission interministérielle de sécurisation de la Can 2019 et du ministre délégué



Bidoung Mkpatt avec les émissaires Caf.

à la présidence chargé de la défense, Joseph Beti Assomo. Une réunion du Cocan en présence de ces représentants de la Caf est prévue ce lundi 29 octobre, ainsi qu'une séance de restitution des travaux. Elle intervient après la visite des

infrastructures sportives, hôtelières, hospitalières et aéroportuaires qu'il y a eu dans l'après midi d'hier ce 28 octobre dans la ville de Yaoundé. La journée de travail s'est achevée avec un passage au ministère de la défense.

Infrastructures

Le Littoral fait le point des différents sites

A la veille de la visite de la mission Caf, le président régional de ce comité, Samuel Dieudonné Ivaha Diboua exhorte les entreprises à rattraper les retards.



Par Renaud Inang

Sur le chantier du complexe sportif de Japoma, la pose des chaises est en cours dans quelques tribunes du stade principal. D'après les responsables de l'entreprise Yenigün, les gradins de cette infrastructure d'une capacité de 50.000 places assises, seront habillées aux couleurs du drapeau national. Pour l'heure, seuls les sièges de couleur verte et rouge ont déjà été fixés. Les travaux se poursuivent. Il en est de même pour l'aménagement des voies d'accès au complexe et des travaux de la charpente. Même si le squelette de la toiture est déjà visible, 13 fermes attendent encore d'être immobilisées. L'aire de jeu quant à elle est toujours encombrée par des débris et autres matériels. Selon les responsables de Yenigün, une bonne partie du matériel est disponible, exceptés les groupes électrogènes en cours de révision en Turquie. Le niveau d'exécution des travaux est de 75%.

Des explications qui ont rassuré le comité régional des sites de Douala, au cours d'une visite effectuée dans ce chantier jeudi, 25 octobre 2018. « Nous sommes satisfaits de l'avancement des travaux. Dans une quinzaine de jours, tous les éléments devant constituer la toiture seront mis en place. Nous comptons voir ce stade s'achever à temps. Notamment à la fin du mois de décembre, comme l'a promis Yenigün », espère le président de ce comité, Samuel Dieudonné Ivaha Diboua. Le gouverneur du Littoral en a profité pour exhorter les responsables de cette entreprise à rattraper les retards observés par les inspecteurs de la Caf au mois d'août. Surtout à la veille de leur visite prévue le 3 novembre prochain.

Le président du comité des sites a également demandé à Yenigün de mettre à la disposition de la mission de sécurité Caf/Fifa, le plan de sécurisation du stade, au cours de sa visite de travail annoncée demain mardi, 30 octobre. La consigne a aussi été donnée à l'entreprise Magil



Visite du chantier .

construction, en charge de la rénovation du stade de Bepanda, où les travaux avancent à pas de géant. La pose des chaises est en cours dans les gradins. Les aménagements de l'aire de jeu, des voies d'accès et des vestiaires sont aussi à l'ordre du jour. Les charpentes quant à elles sont en cours de fabrication en Turquie. A-t-on appris des responsables de Magil. Pendant ce temps, les aires de jeu des stades d'entraînement de

Bonomoussadi et de Mbappe Lepe, sont entièrement reverdies. Selon les responsables de l'entreprise 2me Sarl, en charge des travaux de ces infrastructures, le matériel devant servir pour la construction de la toiture est en cours d'acquisition. Dans ces deux chantiers, au-delà de l'aménagement des abords des stades, les travaux de finitions des blocs administratifs et des vestiaires se poursuivent.

Payer facilement les frais scolaires



Orange
Money

#150*43#

Réglez la scolarité et les frais d'examens*
de vos enfants à tout moment avec Orange Money
Faites le #150*43#.

Pour obtenir le code de leur établissement,
faites le #150*432#.

www.orange.cm

www.facebook.com/orangecameroon

My Orange

My Credit

Orange Cameroun

Vous rapprocher
de l'essentiel

